

Polémique sur le multiculturalisme

David Cameron dénonce le multiculturalisme et lance le débat en Grande-Bretagne

Le premier ministre britannique veut « moins de tolérance passive » envers ceux qui bafouent les valeurs de démocratie et de liberté

Londres

Correspondante

Samedi 5 février, à Luton, une banlieue du nord de Londres, les 3 000 manifestants qui défilaient contre « l'islamisation de la Grande-Bretagne » se sont réjouis des propos de David Cameron. Pour l'English Defence League, qui organisait l'événement, le chef tory, en établissant un lien de cause à effet entre le multiculturalisme et le terrorisme islamiste, a légitimé leur démarche.

A Munich, où il assistait à la conférence pour la sécurité, le premier ministre britannique a délivré samedi son premier discours sur la manière de lutter contre les extrémistes musulmans dans son pays. Sans doute s'agissait-il là d'un hommage implicite à Angela Merkel, la chancelière allemande, qui, en plus de l'accueillir sur ses terres, avait, avant lui, fustigé le multiculturalisme si longtemps cher à Berlin et à Londres.

« Au nom du multiculturalisme, a jugé M. Cameron, nous avons encouragé différentes cultures à vivre séparées. Nous avons échoué à leur donner la vision d'une société à laquelle elles auraient dû vouloir appartenir. Nous avons même toléré que ces communautés, parfois, bafouent nos valeurs. » Et de poursuivre : dans ce contexte, « certains jeunes musulmans se retrouvent sans racines, ils trouvent difficile de s'identifier à la Grande-Bretagne parce que nous avons laissé son identité collective s'affaiblir », et « leur quête d'appartenance peut

les conduire à cet extrémisme idéologique » qu'est l'islamisme le plus radical. « Je crois qu'il est temps de tourner la page sur les politiques du passé qui ont échoué », a conclu M. Cameron.

Pour Inayat Bunglawala, du groupe Muslim4UK, qui combat l'extrémisme, le premier ministre « s'est trompé de cible ». Plus que le manque d'intégration, affirme-t-il

Le chef du gouvernement britannique est en rupture avec son prédécesseur travailliste

ce sont les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak qui expliquent « la radicalisation de la jeunesse musulmane à laquelle on a assisté ». Maa'jid Nawaz, qui dirige la fondation Quilliam, également dévoué à la lutte contre l'extrémisme, reconnaît, lui, que « les musulmans devraient défendre les mêmes valeurs que celles qui leur ont permis de construire leurs mosquées ».

Pour Tariq Modood, qui enseigne à l'université de Bristol sur les sujets d'ethnicité et de citoyenneté, le problème n'est pas là : « Dans la plupart des pays qui ont promu le multiculturalisme, comme le Canada ou l'Australie, cela s'est accompagné de la construction d'une forte identité nationale. En Grande-Bretagne, c'est une chose que nous avons du mal à faire. »

Gordon Brown, premier ministre travailliste entre 2007 et 2010, qui avait lancé un chantier pour mieux définir l'identité britannique et voulait créer une journée de fête nationale du type 14-Juillet, avait fini par abandonner.

M. Cameron n'est pas le premier hôte de Downing Street à tenir un tel discours. Tony Blair l'a précédé en 2005, peu après les attentats du 7 juillet dans les transports en commun londoniens. Les Britanniques avaient découvert avec stupeur qu'ils avaient été perpétrés par des djihadistes nés et élevés sur leur sol. Le chef du New Labour s'en était alors, lui aussi, pris à ce multiculturalisme que Londres avait prôné pour accueillir les immigrés de son ancien empire colonial dès les années 1950.

A cette époque, rappelait le *Times* durant le week-end du 5-6 février, « la politesse britannique et le devoir de respecter les autres s'étaient mêlés à des notions plus de gauche, comme la honte de notre passé colonial ». Et, pendant longtemps, Londres s'est cru immunisé contre le terrorisme venu de l'intérieur grâce à ce « laisser vivre » qui prévalait pour les musulmans, mais aussi les hindous, les sikhs et autres minorités religieuses.

M. Cameron, aujourd'hui, veut « moins de tolérance passive » à l'égard de ceux qui ne promeuvent pas les valeurs de démocratie et de liberté de son pays et « plus de libéralisme musclé » pour défendre celles-ci. Pour le premier ministre, c'est un fait, nombre de terroristes condamnés en Grande-Bretagne



M. Cameron et M^{me} Merkel, le 5 février, lors de la conférence de Munich. MIGUEL VILLAGRAN/GETTY IMAGES

ont d'abord été influencés par ce qu'il appelle « des extrémistes non violents » – des orthodoxes qui défendent le mariage forcé, militent pour que les femmes restent à la maison ou encore fustigent l'homosexualité; bref, refusent le mode de vie occidental –, avant de faire le djihad.

Voilà pourquoi M. Cameron refuse qu'à l'avenir « ces organisations extrémistes non violentes », qui sont hostiles à l'intégration et « font peu pour combattre l'extrémisme »,

soient subventionnées par l'Etat. Leurs représentants ne devraient plus pouvoir participer à des débats avec des membres du gouvernement ni aller recruter leurs futures ouailles en prison ou à l'université.

De ce point de vue, le chef du gouvernement britannique est en rupture avec son prédécesseur travailliste, qui avait choisi de financer certaines organisations au motif qu'elles pouvaient influencer la communauté musulmane dans son ensemble et éloigner ses

éléments les plus fanatiques du terrorisme. « C'est comme si on avait demandé à un parti fasciste d'extrême droite de combattre un mouvement violent au nom de la suprématie blanche », a déclaré M. Cameron.

D'ici à cet été, le gouvernement devrait décider qui aura encore droit à ses largesses. Le Conseil musulman britannique, qui pourrait être l'une des victimes de cette nouvelle politique, a jugé « décevants » les propos de M. Cameron. ■

Virginie Malingre